



«Comme le décrit l'historien Schlomo Sand, Israël est une démocratie ethnique, ou ethnocratie, qui exclut plus de 20 % de la population. Quelque 50 lois les discriminent, allant de leurs droits politiques à l'accès à l'éducation ou à la terre», explique Martine Kleinberg.

«Il faut exercer une forte pression sur Israël»

Martine Kleinberg, de confession juive mais agnostique, est membre du Comité pour une paix juste au Proche-Orient. Elle évoque les Gazaouis qui meurent dans l'indifférence.

Jugeant important, en tant que juive, «de se désolidariser publiquement de ce que fait Israël», Martine Kleinberg est une ardente militante de la cause palestinienne.

De notre journaliste Geneviève Montaigu

Pensez-vous que la guerre à Gaza renforce le sentiment antisémite?

Martine Kleinberg : Il faut regarder dans le détail. Pour des raisons de clarté, je préfère parler de judéophobie plutôt que d'antisémitisme. La judéophobie existe en Europe et certains individus sont ravis de l'occasion que leur offre la politique militariste israélienne pour stigmatiser "les juifs" de façon indistincte. Mais le fait qu'Israël clame haut et fort qu'il est l'État juif, voire l'État des juifs, ajoute à la confusion entre juifs et Israël. Confusion aggravée par le soutien inconditionnel qu'apportent de nombreuses associations juives à Israël, telles que le CRIF (NDLR: Conseil représentatif des institutions juives de France). Cela favorise les raccourcis dans l'esprit des gens qui assimilent alors les juifs au massacre des Palestiniens. C'est une raison de plus pour moi, en tant que juive, de me désolidariser publiquement de ce que fait Israël. Au Comité pour une paix juste au Proche-Orient, nous sommes très clairs sur cette question : notre charte condamne toutes les formes de racisme.

Comment avez-vous adhéré au Comité pour une paix juste au Proche-Orient?

En fait, en 2002, suite à l'opération militaire israélienne Rempart en Cisjordanie, la situation des Palestiniens s'est encore dégradée. C'était révoltant d'entendre que c'était en mon nom – puisque je suis juive – que des massacres étaient commis. J'ai rencontré un membre de l'Union juive française pour la paix (UJFP), qui m'a orientée sur le Comité. Il n'y avait pas de pendant de l'UJFP au Luxembourg. Et il n'y en a toujours pas, malgré une tentative que j'ai faite en 2010. Aujourd'hui, je crois que je me revendique comme juive dans mon engagement pour les droits des Palestiniens, c'est ma manière de lutter contre les préjugés judéophobes.

Vous ne remettez pas en cause l'existence même d'Israël?

Non, bien entendu. Mais connaissez-vous des démocraties qui se revendiquent catholiques, protestantes ou musulmanes? Une démocratie, ce sont les mêmes droits pour tous les citoyens, quelles que soient leur conviction religieuse, leur couleur de peau ou leur origine; ce n'est pas seulement le droit de vote, dont bénéficient, en effet, les Palestiniens d'Israël. Comme le décrit l'historien Schlomo Sand, Israël est une démocratie ethnique, ou ethnocratie, qui exclut plus de 20 % de la population. Quelque 50 lois les discriminent, allant de leurs droits politiques à l'accès à l'éducation ou à la terre (NDLR: voir la liste sur <http://adalah.org/eng/>). Par exem-

ple, un Palestinien qui vit à Nazareth, en Israël, désireux d'épouser une arrière-petite-cousine de Jénine, en Cisjordanie occupée, ne pourra pas la faire venir, contrairement au principe du regroupement familial, reconnu dans toutes les démocraties. Quelle est la motivation derrière ces lois? Depuis l'occupation des territoires palestiniens en 1967, c'est un maximum de terre entre la Méditerranée et le Jourdain avec un minimum de Palestiniens. C'est particulièrement flagrant à Jérusalem-Est.

Comment définissez-vous "une paix juste" au Proche-Orient?

Une paix juste passe par la création d'un État palestinien souverain, démocratique et viable en Cisjordanie et dans la bande de Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale, existant côte à côte avec l'État d'Israël à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Le camp de la paix est-il suffisamment visible en Israël?

Le 16 août dernier, il y a eu 10 000 Israéliens à Tel-Aviv place Rabin, manifestant pour la paix et la démocratie; l'écrivain connu internationalement David Grossmann y a rappelé qu'il "n'y a pas de solution militaire à ce conflit et que la sécurité des habitants du Sud dépendait du degré d'espoir et de respect que l'on donnerait aux habitants de Gaza". Ce sont eux qu'il faut soutenir. Le camp de la paix existe en Israël même s'il est devenu minoritaire ces dernières années. En 1982, c'étaient 400 000 manifestants dans les rues de Tel-Aviv contre les massacres de Sabra et Shatila au Liban... on en est loin. Le Comité pour une paix juste s'appuie sur leur travail courageux, qu'il s'agisse de B'Tselem, qui lutte pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, de Gush Shalom et de son cofondateur, l'exceptionnel journaliste "postsioniste" Uri Avneri, de New Profile, mouvement pour la démilitarisation de la société israélienne, etc. Sans oublier les anciens soldats de Breaking the silence dont l'exposition photos sera au printemps 2015 à l'abbaye de Neumünster.

Devrait-on avoir au Luxembourg, à l'instar de la France, une union juive pour la paix? Êtes-vous prête à renouveler votre tentative de 2010 en ce sens?

Je crois à une éthique de la responsabilité et donc à l'engagement public, surtout de la part des "leaders d'opinion". Mais c'est une position très personnelle. En 2010, j'ai reçu deux réponses pour m'encourager lorsque j'ai lancé mon appel. Mais peut-être qu'aujourd'hui, avec les réseaux sociaux, ça pourrait mieux marcher. Je vais y songer. Je sens certains juifs tiraillés entre leurs valeurs humanistes et leur soutien affectif à Israël. Ils ont une blessure intime, mais ils ne sont pas forcément prêts à l'exposer.

Le président du consistoire a reproché au Comité pour une paix juste au Proche-Orient de ne pas



Photos : hervé montaigne

«Aujourd'hui, je crois que me revendiquer comme juive dans mon engagement pour les droits des Palestiniens, c'est ma manière de lutter contre les préjugés judéophobes.»

évoquer ce qu'Israël fait de bien, que lui répondez-vous?

Que ce n'est pas le rôle du Comité! C'est comme si on avait condamné l'Afrique du Sud pour l'apartheid et que l'on s'était empressé de préciser que l'Afrique du Sud, c'est bien quand même parce qu'il y a beaucoup de journaux dans lesquels on peut s'exprimer. Cela ne fait pas de sens. On ne va pas commencer à envoyer des fleurs à Israël, qui ne respecte pas le droit international, parce qu'il présente des éléments de démocratie!

Pensez-vous que nous risquons de vivre une escalade de la violence?

Malgré le cessez-le-feu du 26 août, rien n'est réglé. Je crains qu'Israël n'aille encore plus loin la prochaine fois, tant la déshumanisation des Palestiniens est poussée à l'extrême, comme en témoigne le journaliste Gideon Levy dans les colonnes du quotidien *Haaretz*.

Le règlement du conflit israélo-palestinien peut-il désamorcer les tensions de toute la région, selon vous?

Je crois aux cercles vertueux comme il existe des cercles vicieux. S'il y avait un véritable processus de

paix avec un État souverain et de réelles perspectives pour les Palestiniens dans la dignité et le respect de leurs droits, cela pourrait faire bouger les choses. Cela ne "coûterait rien" d'essayer. En tout cas, comme David Grossmann, je suis convaincue qu'il n'y a pas de solution militaire. Il faut exercer une forte pression sur Israël, via la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) pour qu'il ressente le prix à

l'agenda caché ne soit au contraire d'entretenir ce foyer de désespoir et donc de roquettes, afin de justifier l'absence de règlement politique...

Les Palestiniens vivent étouffés dans Gaza, c'est ce que décrit d'ailleurs Claude Marx, le président du consistoire israélite de Luxembourg...

« Je crois à une éthique de la responsabilité et donc à l'engagement public »



payer de sa politique, telle l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid. Les attaques meurtrières sur Gaza ne font que nourrir la haine; d'autres viendront remplacer ceux qui ont été tués. Quelle sera alors l'alternative pour Israël? À moins que

Les Gazaouis ne sont pas "étouffés", ils crèvent et personne ne fait rien! Tous les dirigeants du monde occidental disent que les événements en Irak ou en Syrie sont abominables, mais peu condamnent Israël. Je répète que les Palestiniens

crèvent dans l'indifférence des gouvernants occidentaux, à la notable exception de notre ministre Jean Asselborn. Les Nations unies ont recensé, entre le 8 juillet et le 26 août, 2 076 morts palestiniens, dont 500 enfants et 70 % de civils, 10 224 blessés, dont 3 000 enfants et 1 000 qui souffriront de séquelles irréversibles, 500 000 personnes déplacées, dont au moins 150 000 sont sans abri... sans parler de toutes les infra-

structures détruites, dont nombre financées par l'UE.

Ce qui me frappe, c'est l'absence de logique. Soixante-quatre jeunes soldats sacrifiés pour protéger les civils israéliens, qui ont été 6 à succomber aux roquettes. Si la motivation du gouvernement israélien dans cette guerre, c'est effectivement la sécurité, alors il devrait mener une autre politique. Au lieu de transformer Gaza en "fabrique du terrorisme". Plus de 45 % de la population de Gaza a moins de 15 ans, des jeunes qui voient leur maison détruite, leur famille décimée, leurs copains tués sur la plage. Si la situation se prolonge avec un blocus qui dure depuis 2006, ils n'auront aucune perspective décente, alors forcément, ils auront envie de combattre. Six anciens directeurs du Shin Beth (le service de sécurité intérieure israélien) ont témoigné de l'impasse de la politique d'occupation et de répression dans le documentaire *The Gatekeepers*, (2013). Ami Ayalon, qui a dirigé le Shin Beth entre 1996 et 2000, disait en 2005 : "Il ne suffit pas de tuer les terroristes, encore faut-il faire en sorte que l'on ne devienne pas terroriste"; Avraham Shalom, à la tête du service entre 1981 et 1986, comparait, comme le philosophe israélien Yeshayahou Leibowitz, l'occupation des territoires palestiniens à l'occupation allemande de l'Europe. Journalistes, écrivain, historien, philosophe et hommes du secret, tous Israéliens de renom... Je suis en bonne compagnie!

Israël ne fait que se défendre, dit son gouvernement. Qu'en pensez-vous?

Repères

1967 : naissance à Lyon à la veille de la guerre des Six jours

1982 : volontariat dans des kibboutz israéliens du nord de la Galilée durant l'été. Elle renouvellera l'expérience en 1984.

1990 : présidente de l'Union des étudiants juifs de France (UEFJ), section lyonnaise.

2003 : elle entre au Comité pour une paix juste au Proche-Orient et effectue de nombreux voyages en Israël et en Palestine jusqu'en 2012.

2004 : partie prenante dans le programme Éducation à la paix et à la démocratie Israël-Palestine (Croix-Rouge luxembourgeoise).